

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : 71		Subdivision : 3
Nom(s) du ou des inspecteurs : Patrice CHEMIN – Frédéric FAYARD Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 04/11/2013 Date de l'inspection : 05/12/2013 Type d'inspection : <input type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle Motif de la planification : programme pluriannuel de contrôle		
Société : INDUSTRIEL FRANCE Commune : LE BREUIL Activité : aciérie		AS / A / D / NC Priorité : Nationale
Liste des installations inspectées : la station de traitement des eaux, l'aciérie et les zones extérieures. Thèmes : risque chronique : eau, air, déchet Référentiels de l'inspection : arrêté préfectoral d'autorisation du 12 avril 2012.		
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. CHAFFAUT : directeur d'établissement ; M. VERNEAU : responsable environnement ; M. PERRET : responsable de l'aciérie ; Mme POUSSOT : animatrice sécurité M. GAUDILLERE : ancien responsable environnement. M. BIGAL : gestionnaire de la station de traitement des eaux (VEOLIA)		
Principales constatations effectuées : Voir tableau en annexe.		
Suites envisagées : lettre à l'exploitant.		
Liste des documents établis suite à la visite : lettre à l'exploitant		
Chalon-sur-Saône, le 27/01/2014 Rédacteurs : Les inspecteurs de l'environnement Signé Patrice CHEMIN et Frédéric FAYARD	Vérificateur : La responsable de subdivision Signé Delphine GIRARD	Approbateur : Le responsable du groupe risques chroniques et impacts Signé Yves LIOCHON

ANNEXE

Société INDUSTRIEL FRANCE au Breuil VISITE D'INSPECTION DU 5 DECEMBRE 2013 TABLEAU DE CONSTATATIONS

Texte réglementaire de référence : arrêté préfectoral d'autorisation du 12 avril 2012 (AP)

Article de l'AP	Points vérifiés	État de conformité	Observations
Thème : installations			
1.2.1	Liste des installations classées	Observation	<p>Un dossier de modification concernant les équipements de meulage a été déposé à la préfecture 1^{er} octobre 2013. Cette modification, justifiée par la nécessité d'améliorer les flux de produits dans les ateliers, concerne l'implantation de nouvelles meuleuses (passage de 5 meuleuses à 7 meuleuses). La puissance des machines fixes installée passe de 950 kW à 1563 kW (puissance supérieure à 500 kW, rubrique ICPE 2560, régime de l'autorisation).</p> <p>---> Dans l'attente d'une modification des prescriptions, il est demandé à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation, notamment le titre 3 (pollution atmosphérique) et chapitre 8.7 (prescriptions spécifiques meulage)</p>
Thème : pollution atmosphérique			
3.1.6	Étude des risques sanitaires à mettre à jour sous un délai d'un an	Non conforme	<p>L'étude aurait dû être remise en avril 2013. le délai d'un an n'a donc pas été respectée par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant indique cependant que cette étude est en cours et devrait être remise au cours du 1^{er} trimestre 2014</p>
3.2.4	Respect des valeurs limites d'émissions	Observation	<p>Globalement les valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation sont respectées, hormis en ce qui concerne les rejets des chaudières vapeur process n°1 et 2 (teneurs en NOx de 160 et 191 mg/Nm3 pour une VLE de 150 mg/Nm3) et le four de traitement thermique ELTI (teneur en CO de 114 mg/Nm3 pour une VLE de 100 mg/Nm3).</p> <p>Par courrier du 25 septembre 2013, l'exploitant indique que les équipes de maintenance ont été chargées d'optimiser le réglage des équipements de manière à revenir à une situation normale. Il est demandé à l'exploitant de suivre tout particulièrement ces installations lors des prochains contrôles.</p>

9.2.1.1	Respect des périodicités de contrôle	Conforme	La périodicité des contrôles des rejets atmosphériques est respectée : -contrôle semestriel pour les fours de fusion et d'affinage -contrôle semestriel pour les chantiers amont d'oxycoupage et chalumage -contrôle semestriel pour l'oxycoupage et chalumage de parachèvement halle E -contrôle semestriel pour le four de traitement thermique ELTI -contrôle annuel pour les meuleuses -contrôle annuel pour les 3 chaudières de production de vapeur.
9.2.1.2	Inventaire général des émissions diffuses avec plan d'action à réaliser sous un délai d'un an	Non conforme	Cet inventaire aurait dû être remis en avril 2013. le délai d'un an n'a donc pas été respectée par l'exploitant. L'exploitant indique cependant que cette étude est en cours et devrait être remise fin 2013.

Thème : pollution des eaux

4.1.1	Consommations des eaux : -eaux industrielles : 500 000 m3/an (bassin de la Marolle) -eaux potable : 70 000 m3/an (réseau public)	Non conforme	Consommations de l'année 2012 : -eaux industrielles : 384 507 m3 -eaux potables : 72 135 m3 Consommations de l'année 2013 : -eaux industrielles : 515 889 m3 (du 1 ^{er} janvier 2013 au 30 novembre 2013) -eaux potables : 49 100 m3 (du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 octobre 2013) Pour 2012, la consommation en eau potable a été légèrement supérieure à celle autorisée. Pour 2013, la consommation en eau industrielle sera supérieure à celle autorisée. ---> Il est demandé à l'exploitant d'explicitier ces résultats et d'indiquer les dispositions prises ou prévues afin de diminuer et d'optimiser ses consommations.
4.2.2	Plan des réseaux d'eau	Observation	Un plan schématique des réseaux est présenté. Un plan d'ensemble du site est présenté, néanmoins celui-ci ne reprend pas l'ensemble des réseaux du site avec les dispositifs de traitement. ---> Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan du site en faisant apparaître les éléments demandés dans l'arrêté d'autorisation.
4.3.5	Localisation des points de rejets des eaux	Conforme	1 seul point de rejet final pour les eaux résiduaires industrielles (sortie bassin du Bois Morey)
4.3.6.1	Convention de rejet avec la CCM qui est propriétaire du bassin final qui se rejette dans le milieu naturel	Non conforme	La convention n'est toujours pas signée par la CCM. Selon l'exploitant, le projet de convention a été transmis à la signature à la CCM, depuis plusieurs mois.

4.3.6.2	Aménagement des points de rejet	Non conforme	<p>Seul le point de rejet de la station de traitement des eaux a été vu le jour de la visite.</p> <p>Un dispositif de prélèvement automatique existe en sortie du « bassin 3000 », cependant le point de rejet ne semble pas aménagé, en particulier pour réaliser un contrôle inopiné (par organisme extérieur)</p>
4.3.9	Respect des valeurs limites d'émissions	Observation	<p>Globalement les valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation sont respectées, hormis en ce qui concerne le paramètre Mn (Manganèse) pour lequel des dépassements sont constatés.</p> <p>---> Il est demandé à l'exploitant d'expliciter ces dépassements et d'indiquer les dispositions prises ou prévues afin de diminuer les teneurs en Manganèse.</p>
9.2.3	Respect des fréquences de mesures et d'analyses	Conforme	<p>Les fréquences de mesure et d'analyses sont respectées en ce qui concerne les 2 points de rejet (sortie station de traitement et sortie bassin du Bois Morey).</p>
4.4	Évaluation de rejet des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) : rapport de synthèse de la surveillance initiale à remettre dans un délai de 12 mois	Non conforme	<p>Le rapport de synthèse aurait du être remis en avril 2013, hors celui-ci n'était pas remis au jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique cependant que les analyses mensuelles ont été réalisées entre les mois de juillet 2012 et février 2013. L'exploitant est en attente du rapport de synthèse finalisé.</p>
7.4.3	Présence de dispositif de rétention sous les cuves et bidons contenant des produits susceptibles de polluer les eaux	Non conforme	<p>A proximité de la station de traitement des eaux du site, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> -1 container contenant un produit corrosif (chlorure d'aluminium?) stocké sans rétention, -une vingtaine de bidons d'HCl (contenance d'environ de 20 litres) stocké sans rétention. <p>---> Veiller à mettre les cuves et les bidons contenant des produits susceptibles de polluer les eaux sur des dispositifs formant rétention.</p>
9.2.4	Surveillance des eaux souterraines	Observations	<p>Surveillance des eaux souterraines à partir de 3 piézomètres (1 amont et 2 aval) réalisée à fréquence semestrielle.</p> <p>Les résultats des analyses montrent toujours la présence de trace de Manganèse au niveau des eaux souterraines. Une certaine acidité est également détectée au niveau du piézomètre n°3 (pH = 5,9).</p> <p>--> Il est demandé à l'exploitant d'expliciter ces valeurs et d'indiquer les dispositions prises ou prévues (voir ci-dessus : présence également de Manganèse dans les eaux de surface)</p>

9.2.5	Surveillance de l'environnement (analyse d'eau dans les étangs avoisinants)	Observations	<p>Surveillance à fréquence semestrielle des eaux environnantes effectuée à partir de 4 points de prélèvement dans les étangs situés à proximité de l'aciérie (2 points dans l'étang Le Duc et 2 points dans l'étang du Breuil)</p> <p>Pour 2013, les prélèvements et mesures ont été réalisés en mai 2013 et novembre 2013.</p> <p>Les résultats indiquent toujours la présence de trace de certains métaux (Mn, Mo et Fe). La dernière mesure en mai 2013 indique également une teneur de 1,7 mg/l en hydrocarbure au point e1 (étang Le Duc)</p> <p>--> Il est demandé à l'exploitant d'expliciter ces valeurs.</p>
-------	---	--------------	--

Thème : déchets

5.1.7	Sables de fonderie : condition de stockage - élimination	Observations	<p>Les sables de fonderie ont été éliminés comme remblais sur des chantiers de travaux publics. Les lieux de stockage sont répertoriés par l'exploitant et un accord pour valorisation est établi entre la société INDUSTRIEL et la société Tube City IMS.</p> <p>Le stock sur site est faible (environ 100 tonnes).</p> <p>Des tests de lixiviation ont été réalisés sur ces déchets. A priori les valeurs limites retenues sont celles de l'AM du 28 octobre 2010 (ISDI). Pour certains éléments (phénols), les valeurs mesurées sont proches des valeurs limites de l'arrêté indiqué ci-dessus.</p> <p>---> Il est demandé à l'exploitant de justifier les valeurs limites retenues.</p>
5.1.7	Laitiers d'aciérie : condition de stockage - élimination	Observations	<p>Les laitiers d'aciérie sont éliminés en interne (stockage sur site) et en externe (utilisation comme matériaux alternatifs en technique routière, utilisation comme remblais). La quantité de laitiers en cours de maturation ou criblé s'élève à environ 70 100 tonnes à fin novembre 2013. Il existe également un stock de laitiers issus d'ancien remblais (environ 30 000 tonnes) qui ont été mis en tas pour criblage et démétallisation.</p> <p>Une fiche de données environnementale d'un lot de granulats laitiers est établie et signée entre INDUSTRIEL FRANCE et Tube City IMS. Cette fiche indique un résultat de l'essai (en mg/kg de matière sèche) et plusieurs valeur limite à respecter par type d'usage routier (type 1, type 2 et type 3).</p> <p>---> Il est demandé à l'exploitant d'explicitier les analyses effectuées et de justifier les valeurs limites retenues.</p> <p>Plus généralement, il conviendrait d'effectuer une analyse complète de ce type de matériau afin de pouvoir statuer sur le caractère dangereux ou non dangereux de celui-ci.</p> <p>Pour ce qui concerne le dépôt ancien non remanié, un état historique et un plan de gestion apparaît nécessaire afin de statuer sur l'adaptation des mesures de suivi et de gestion en place.</p>

Points divers			
10.1.2	Bilan annuel	Conforme	Bilan annuel de l'autosurveillance exercée pour l'année 2013 transmise le 12 avril 2013.
8.1.3 et 8.1.4	Suivi des tours aéro-réfrigérantes (TAR) : indicateurs de contrôle	Observation	<p>La société VEOLIA procède à un suivi régulier (au moins une mesure par semaine) sur certains paramètres dans les circuits (dont la conductivité et le titre hydrotimétrique TH).</p> <p>Il est constaté que les valeurs guides, fixées semble-t-il par VEOLIA, ont été dépassées sur plusieurs semaines au cours de l'année 2013.</p> <p>---> Il est demandé à l'exploitant d'explicitier ces dépassements, d'indiquer les dispositions prises et de fournir les justifications des valeurs guides retenues.</p> <p>---> Fournir les procédures mises en place relatives à la prévention du risque légionellose.</p>
	Équipements sous pression	-	<p>---> Il est demandé à l'exploitant de fournir la liste des équipements sous pression présents sur le site du Breuil</p> <p>Par courriel du 18 décembre 2013, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression du site</p>